

## À la une



# *Tunis Re : Le pari stratégique d'une recapitalisation à 120 millions de dinars*

01/09/2026

**Tunis Re va faire passer son capital social de 100 à 200 millions de dinars. Mais le chiffre le plus important pour l'investisseur est ailleurs : les 15 millions d'actions payantes émises à 8 dinars peuvent apporter jusqu'à 120 millions de dinars de liquidités nouvelles à la compagnie.**

L'Assemblée générale extraordinaire du 24 avril 2026 a retenu une opération en deux étapes. D'abord, Tunis Re incorporera 25 millions de dinars de primes d'émission au capital. En contrepartie, elle créera 5 millions d'actions gratuites, attribuées à raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes. Cette partie augmente le capital comptable mais ne fait entrer aucun cash nouveau dans l'entreprise.

Le second volet est celui qui change réellement la puissance financière du réassureur. Tunis Re émettra 15 millions d'actions nouvelles de nominal 5 dinars, offertes à 8 dinars, dont 3 dinars de prime d'émission. La parité est de trois actions nouvelles pour quatre anciennes. L'augmentation nominale de capital correspondante est de 75 millions de dinars, mais le produit brut d'émission peut atteindre 120 millions de dinars – 15 millions de titres multipliés par 8 dinars. Sur ce montant, 75 millions renforceront le capital et 45 millions la prime d'émission.

À l'issue d'une opération intégralement souscrite, le nombre d'actions passera ainsi de **20 millions à 40 millions et le capital social à 200 millions de dinars.**



**Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : Mise à niveau de La CTAF**

P.04

**Risques de catastrophes naturelles : Les tarifs de l'assurance ajustés**

P.05

**Rwanda: Kigali to host FANAF's 51st general assembly in March 2027**

P.06

**Assurance inondation : seize États africains se couvrent, l'océan Indien prépare son entrée**

P.07

**Nepal: Reinsurers to absorb significant insured losses from flash floods, says AM Best**

P.09

**Reinsurance renewals set to soften further, Moody's warns**

P.10

Pour l'actionnaire existant, la mécanique est relativement simple. Quatre actions anciennes donnent droit à une action gratuite et permettent de souscrire trois actions payantes. Pour conserver intégralement son pourcentage de détention après l'opération, l'investisseur doit donc accompagner la levée en exerçant ses droits préférentiels...

## SOMMAIRE

Tunis Re : Le pari stratégique d'une recapitalisation à 120 millions de dinars 03

COP 31 : La voie vers la décarbonation et la résilience 03

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : Mise à niveau de La CTAF 04

Evolutions réglementaires dans le secteur libyen de l'assurance 05

Risques de catastrophes naturelles : Les tarifs de l'assurance ajustés 05

Gabon : Le marché de l'assurance recule à 144 milliards FCFA en 2025 06

Rwanda: Kigali to host FANAF's 51st general assembly in March 2027 06

Assurance inondation : seize États africains se couvrent, l'océan Indien prépare son entrée 07

Saudi insurers' H1 net profit rises %13 on stronger underwriting, investment income 08

Hormuz war-risk rates face fresh pressure as Iran-US clashes resume 09

Nepal:Reinsurers to absorb significant insured losses from flash floods, says AM Best 09

Reinsurance renewals set to soften further, Moody's warns 10

CAT Bond Issuance Hits Record High As Reinsurance Capital Floods Market 11

Abundant capacity expected to keep property reinsurance market soft 12

**TUNISIE****Tunis Re : Le pari stratégique d'une recapitalisation à 120 millions de dinars****01/09/2026**

**Tunis Re va faire passer son capital social de 100 à 200 millions de dinars. Mais le chiffre le plus important pour l'investisseur est ailleurs : les 15 millions d'actions payantes émises à 8 dinars peuvent apporter jusqu'à 120 millions de dinars de liquidités nouvelles à la compagnie.**

L'Assemblée générale extraordinaire du 24 avril 2026 a retenu une opération en deux étapes. D'abord, Tunis Re incorporera 25 millions de dinars de primes d'émission au capital. En contrepartie, elle créera 5 millions d'actions gratuites, attribuées à raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes. Cette partie augmente le capital comptable mais ne fait entrer aucun cash nouveau dans l'entreprise.

Le second volet est celui qui change réellement la puissance financière du réassureur. Tunis Re émettra 15 millions d'actions nouvelles de nominal 5 dinars, offertes à 8 dinars, dont 3 dinars de prime d'émission. La parité est de trois actions nouvelles pour quatre anciennes. L'augmentation nominale de capital correspondante est de 75 millions de dinars, mais le produit brut d'émission peut atteindre 120 millions de dinars — 15 millions de titres multipliés par 8 dinars. Sur ce montant, 75 millions renforceront le capital et 45 millions la prime d'émission.

**À l'issue d'une opération intégralement souscrite, le nombre d'actions passera ainsi de 20 millions à 40 millions et le capital social à 200 millions de dinars.**

Pour l'actionnaire existant, la mécanique est relativement simple. Quatre actions anciennes donnent droit à une action gratuite et permettent de souscrire trois actions payantes. Pour conserver intégralement son pourcentage de détention après l'opération, l'investisseur doit donc accompagner la levée en exerçant ses droits préférentiels.

La période prioritaire court du 15 septembre au 2 octobre 2026. Les titres éventuellement non souscrits pourront ensuite être redistribués entre actionnaires du 12 au 16 octobre, puis proposés au public du 26 au 30 octobre. Le conseil peut limiter l'opération si les souscriptions atteignent au moins les trois quarts du volet en numéraire, soit 11,25 millions d'actions correspondant à 56,25 millions de dinars d'augmentation nominale.

La justification stratégique est explicite. Tunis Re veut se rapprocher des exigences imposées aux réassureurs étrangers, soutenir la croissance de son portefeuille, préserver la confiance des cédantes et courtiers, améliorer sa résilience aux scénarios extrêmes et consolider durablement sa solvabilité. Elle vise également une meilleure capacité de négociation de sa rétrocession, avec davantage de rétention et une meilleure maîtrise des coûts.

L'enjeu est donc moins la dilution que l'utilisation du capital. Si les fonds supplémentaires permettent à Tunis Re de récupérer ou développer des marchés internationaux, de retenir davantage de primes et de maintenir sa discipline technique, le doublement du nombre de titres peut être compensé progressivement par une base de résultats plus élevée.

Dans le scénario inverse, un bilan plus gros produirait surtout un ROE mécaniquement plus faible. C'est le test que le marché devra désormais suivre.

---

**La Presse.tn****COP 31 : La voie vers la décarbonation et la résilience****28/08/2026**

**La Conférence des Parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31) se tiendra à Antalya, en Turquie, du 9 au 20 novembre 2026. Elle réunira les représentants des Etats, des institutions internationales, des collectivités, des entreprises et de la société civile du monde entier.**



Dans un contexte marqué par l'accélération des impacts climatiques et la nécessité de renforcer la mise en œuvre de l'Accord de Paris, cette conférence constituera une étape majeure pour les discussions sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique, le financement climatique et la transition énergétique.

Lors des assises de cette conférence, le Pacte mondial des Nations unies et ses différents réseaux pays présents

se mobilisent pour amplifier les actions du secteur privé dans la lutte contre le changement climatique. La COP31 sera, en effet, l'occasion de valoriser les initiatives portées par les acteurs non étatiques et de renforcer la coopération internationale face à l'urgence climatique.

La Tunisie, pays participant à cet événement d'envergure, est, comme nombre de pays, de plus en plus touchée par les conséquences du changement climatique mondial. Afin de lutter contre l'augmentation des émissions, le pays s'est fixé des objectifs ambitieux dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. La contribution déterminée au niveau national (CDN) de la Tunisie prévoit de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 41 % d'ici 2030. Des efforts sont déployés également en vue de transformer l'économie nationale en adoptant une stratégie sobre en carbone et tournée vers l'avenir.

Le gouvernement prévoit la réduction des émissions dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'industrie, de l'agriculture, des déchets et des eaux usées. Avec une part avoisinant les 14% des émissions totales du pays, la production de ciment présente incontestablement un fort potentiel de réduction d'émissions. Le recours à des mécanismes de marché nationaux et internationaux et la tarification du CO<sub>2</sub> sont susceptibles de constituer une solution efficace pour endiguer les émissions de gaz à effet de serre du pays.

La Tunisie honore ses engagements

Depuis sa ratification de l'Accord de Paris sur le climat, la Tunisie s'efforce activement afin d'honorer ses engagements internationaux et exprimer clairement sa volonté de se mobiliser à côté de la communauté internationale, pour lutter activement contre le changement climatique.

L'actualisation de la Contribution déterminée au niveau National (CDN) et sa soumission à la Ccnucc depuis 2021 viennent réaffirmer cette volonté.

L'élaboration de la Stratégie nationale bas carbone et résiliente aux changements climatiques (Snbc-RCC) avec un objectif ultime visant la neutralité carbone en 2050 témoigne aussi de l'engagement de la Tunisie de se mettre sur la trajectoire de 2°C (voire 1.5 °C) préconisée par l'Accord de Paris.

## **Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : Mise à niveau de La CTAF**

**01/09/2026**

Fortement critiquée ces dernières années pour son mauvais rendement, la Commission des Analyses Financières (CTAF), structure interdépartementale chargée de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (BC/FT), va bénéficier, incessamment, d'un programme de mise à niveau.

La Banque centrale de Tunisie (BCT), qui encadre la CTAF, a décidé de moderniser l'infrastructure informatique de la Commission, avec la fourniture et l'installation de nouveaux équipements et logiciels..

A cette fin, la BCT a publié, le 21 août 2026, un appel d'offres destiné à remettre à niveau l'infrastructure informatique de la CTAF. Objectif : rendre le système d'information de la CTAF plus fiable et plus sécurisé.

Le programme de cette mise à niveau prévoit également la formation des équipes et un accompagnement technique sur cinq ans, incluant les licences, la maintenance et le dépannage.

La mise à niveau concerne notamment les systèmes informatiques, les solutions de sauvegarde et de reprise, ainsi que la sécurité des réseaux.

Il s'agit de renforcer la protection des données, d'assurer la continuité des services et de rendre le système d'information de la CTAF plus fiable et plus sécurisé.

Cette mise à niveau revêt une importance particulière pour la CTAF, qui joue un rôle central dans le dispositif tunisien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La modernisation de son infrastructure informatique doit ainsi lui permettre de disposer d'un environnement plus robuste, sécurisé et adapté à l'évolution de ses besoins.

En principe, on doit s'attendre à une amélioration de la qualité prestations fournies par la commission. Et comme le dit si bien un proverbe français : on va reconnaître le bon ouvrier à ses outils.



## **Evolutions réglementaires dans le secteur libyen de l'assurance**

**31/08/2026**

Le ministère de l'Economie et du Commerce a adopté trois décisions portant réforme de la réglementation assurance et réassurance en Libye.

La décision n° 374 introduit de nouvelles exigences régissant l'enregistrement en Libye des sociétés de réassurance étrangères, succursales et bureaux de représentation étrangers souhaitant participer aux activités de réassurance en Libye. La nouvelle loi définit les critères réglementaires, documentaires, financiers et de notation.

La décision n° 315 impose une assurance responsabilité civile pour les sociétés exerçant dans les domaines techniques dont l'engineering, le conseil, l'entrepreneuriat, la cybersécurité, la santé, le tourisme, etc.

La décision n° 460 concerne l'assurance automobile obligatoire. En cas de décès ou de dommages corporels causés par un accident de la route, le montant d'indemnisation maximum est fixé à 120 000 LYD (18 884 USD) par personne.



## **Risques de catastrophes naturelles : Les tarifs de l'assurance ajustés**

**31/08/2026**

Les paramètres et grilles de tarification applicables en matière d'assurance contre les effets de catastrophes naturelles (cat-nat) viennent d'être ajustés, en vertu d'un nouvel arrêté du ministère des Finances publié, hier, dans le dernier numéro du Journal officiel.

Le texte, qui vient modifier celui initial d'octobre 2004, déjà réaménagé une première fois par un autre arrêté de mars 2017, vient ainsi fixer une nouvelle grille tarifaire relative aux taux de primes ou cotisations applicables en matière d'assurance des effets de catastrophes naturelles, en fonction notamment des niveaux d'exposition

aux risques sismiques par région géographique et du prix normatif du mètre carré bâti applicable pour la détermination des capitaux assurés en ce qui concerne les biens immobiliers.

En ce sens, le nouvel arrêté vient surtout mettre à jour les prix du mètre carré bâti pris en compte pour la détermination des grilles de primes de couverture d'assurances cat-nat, celles-ci, faut-il le souligner, étant obligatoires et non pas facultatives, en vertu de l'ordonnance d'août 2003 relative à l'obligation d'assurance des catastrophes naturelles et à l'indemnisation des victimes.

En outre, le nouveau texte, signé du ministre des Finances, stipule que le montant de la prime d'assurance ou de la cotisation contre les risques de cat-nat «ne peut être inférieur à 2 500 DA pour les biens immobiliers et à 3 500 DA pour les installations industrielles et/ou commerciales».

L'ancien arrêté de mars 2017 prévoyait, pour rappel, des seuils de montant de primes ou de cotisations ne pouvant être inférieures à 1 500 DA pour l'assurance des biens immobiliers et 2 500 DA pour celles couvrant des installations industrielles ou commerciales. Instaurée par l'État depuis fin 2003, suite notamment au séisme de Boumerdès qui a révélé de nombreuses défaillances en termes de respect des normes de construction antisismiques et autres procédures d'indemnisation, l'obligation de souscription d'une assurance cat-nat s'applique, convient-il de le rappeler, à «tout propriétaire, personne physique ou morale, autre que l'État, d'un bien immobilier construit, situé en Algérie», au même titre qu'à «toute personne physique ou morale exerçant une activité industrielle et/ou commerciale»,

tel que précisé à travers l'ordonnance du 26 août 2003 instituant ce dispositif obligatoire. Le même texte précise que les effets de catastrophes naturelles visés par cette obligation d'assurance «sont les dommages directs causés aux biens, suite à la survenance d'un événement naturel d'une intensité anormale, tel que les tremblements de terre, inondations, tempêtes ou tout autre cataclysme».

Et pour faire valoir le caractère obligatoire de l'assurance cat-nat, celle-ci est exigée pour toute opération de cession ou location d'un bien immobilier devant le notaire, ainsi qu'en accompagnement des déclarations fiscales pour les catégories concernées, la non-satisfaction à cette obligation d'assurance induisant, du reste, une exclusion de toute indemnisation des dommages subis par les biens non assurés, en cas de catastrophe naturelle, selon la même ordonnance.

A noter que malgré son caractère obligatoire, l'assurance cat-nat ne suscite pas encore toute l'adhésion nécessaire de la part des catégories d'assurables concernés, en particulier les propriétaires de biens immobiliers



## Afrique

**Sika**finance

L'information économique au cœur des marchés africains

### **Gabon : Le marché de l'assurance recule à 144 milliards FCFA en 2025**

**31/08/2026**

**Le marché gabonais de l'assurance a terminé 2025 sur un léger recul. Les données provisoires de la Fédération gabonaise des sociétés d'assurances, de réassurances et de micro-assurances (FEGASA) font ressortir 144,5 milliards FCFA de primes émises, contre 145,4 milliards un an plus tôt, soit une contraction de 0,61%. Cette évolution globale masque toutefois des trajectoires opposées avec les primes de l'assurance dommages qui reculent de 3,68%, quand celles de l'assurance-vie progressent de 7,97%.**

L'assurance dommages reste largement dominante avec 103,2 milliards FCFA, soit 71,41% du marché, mais son activité recule de 3,68%, après 107,180 milliards en 2024. Son poids dans l'ensemble du secteur diminue ainsi d'environ 2,3 points, puisqu'elle représentait près de 73,7% des primes un an auparavant. Assinco conserve la première place de ce segment avec 21,95 % du marché dommages en 2025, mais ses primes chutent de 16,89 %, à 22,6 milliards FCFA. Sa part était d'environ 25,4% en 2024, soit une perte de près de 3,5 points. Sanlam Allianz reste deuxième avec 18,07%, contre environ 21,1% un an plus tôt, tandis qu'OGAR bondit de la cinquième à la troisième place grâce à une croissance de 28,18%, à 16,8 milliards FCFA et 16,34% du marché.

La trajectoire est inverse dans l'assurance-vie. Les primes passent de 38,3 milliards à 41,3 milliards FCFA, soit une progression de 7,97%, portant le poids de ce segment de 26,3% environ en 2024 à 28,59% en 2025. La croissance s'accompagne surtout d'un changement de leader : SUNU Assurances Vie Gabon prend la première place avec 16,9 milliards FCFA et 40,92% du marché Vie, contre environ 39,2% en 2024. Ogar Vie, qui détenait environ 43,5% du segment un an auparavant, recule de 4,48% et tombe à 38,48%, avec 15,9 milliards FCFA. Derrière ce duel, NSIA Vie progresse de 21,86%, à un peu plus de 8 milliards, faisant passer sa part d'environ 17,3% à 19,5%.

Cette redistribution entre compagnies accompagne des écarts tout aussi importants entre produits. L'automobile progresse de 6,42%, à 26,9 milliards FCFA, portée notamment par la responsabilité civile automobile (+10,2%).

À l'opposé, l'incendie et les autres dommages aux biens reculent de 11,13%, à 23,8 milliards, la responsabilité civile générale plonge de 31,21%, à 3,9 milliards, et les transports perdent 11,01%, à 9,6 milliards. L'assurance maladie reste toutefois la première catégorie du portefeuille dommages avec 34,3 milliards FCFA, soit 33,27% des primes de ce segment, malgré un léger recul de 1,23%.

Les données de la FEGASA montrent une évolution à deux vitesses du marché en 2025. Les assurances dommages conservent 71,41% des primes, mais leur chiffre d'affaires recule de 3,68%, tandis que l'assurance-vie progresse de 7,97% et porte sa part à 28,59%. Cette évolution s'accompagne de changements dans le classement des compagnies : Assinco et Sanlam Allianz restent en tête des dommages malgré des baisses respectives de 16,89 % et 17,48 %, alors qu'OGAR progresse de 28,18% et NSIA de 11,89%. Dans l'assurance Vie, SUNU prend la première place avec 40,92% du marché devant Ogar Vie, à 38,48%. Des évolutions qui interviennent alors que la FEGASA fait de la maîtrise de la charge des sinistres dans certaines branches dommages l'un des enjeux du secteur en 2026.

---

**ANA** | AFRICA  
NEWS  
AGENCY

### **Rwanda: Kigali to host FANAF's 51st general assembly in March 2027**

**01/09/2026**

Rwanda will host the 51st general assembly of the Federation of African National Insurance Companies in Kigali in March 2027.

The announcement was made by FANAF president Mamadou Koné, elected in February 2026 in Abidjan to succeed César Ekomie Afene. After Marrakech in 2025 and the federation's 50th-anniversary edition in Abidjan earlier in 2026, the pan-African body shifts host cities again.

The gathering typically brings together hundreds of insurers, reinsurers, regulators and brokers from Francophone Africa and beyond.

## Assurance inondation : seize États africains se couvrent, l'océan Indien prépare son entrée

31/08/2026

**L'African Risk Capacity et la BAD ont déjà accompagné seize pays africains vers l'assurance climatique souveraine ; Madagascar ouvre la voie sur le risque d'inondation et les îles de l'océan Indien testent leurs propres solutions.**

L'African Risk Capacity (ARC) a officialisé à Antananarivo le premier contrat souverain d'assurance paramétrique contre les inondations en Afrique, souscrit par Madagascar, marquant une nouvelle étape dans la couverture des risques climatiques du continent. L'ARC a lancé à cette date un produit couvrant spécifiquement les crues, avec un premier contrat signé par la République de Madagascar, présenté comme la première police souveraine d'assurance inondation en Afrique.

Cette avancée s'inscrit dans un mouvement plus large : en moins d'une décennie, les mécanismes régionaux de transfert de risque ont séduit seize États africains et placé les petits États insulaires de l'océan Indien en position d'entrer dans le jeu, alors même que leur exposition aux cyclones et aux submersions ne cesse de croître. Le dispositif africain de mutualisation des risques climatiques mis en place en 2012 a vu le nombre de pays participants passer de quelques pionniers à 16 États engagés dans la démarche de souscription d'assurances souveraines contre les catastrophes liées au climat.

### **D'un pool de 16 pays à la première police inondation**

Au départ, le traité constitutif de l'ARC signé en 2012 avec 32 États africains visait la sécheresse, en s'inspirant des pools caribéen et pacifique : mutualiser les risques à l'échelle régionale pour obtenir des primes plus compétitives et des décaissements rapides après catastrophe. Le traité de 2012 instituant le mécanisme panafricain de gestion des risques climatiques rassemblait 32 signataires et proposait initialement une couverture contre la sécheresse, sur le modèle du Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility et du Pacific Risk Pool. Au fil des renouvellements annuels, le portefeuille s'est élargi à seize pays réellement assurés, combinant budgets nationaux et subventions des bailleurs.

La demande de nouveaux périls – cyclones puis inondations – est venue des mêmes États déjà exposés aux sécheresses, mais aussi de pays côtiers et insulaires de l'océan Indien, en particulier Madagascar. Les programmes cyclone et inondation ont été identifiés comme priorités de développement produit par les autorités africaines,

Madagascar figurant parmi les pays de l'océan Indien ayant exprimé un intérêt explicite pour une couverture cyclonique. La mise en production du produit inondation, testée avec Antananarivo, matérialise cette montée en puissance.

En parallèle, le Fonds spécial de la Banque africaine de développement pour le financement des risques de catastrophe (ADRIFi) subventionne les primes et renforce les capacités techniques de seize pays, ouvrant de fait la porte à une extension géographique de la couverture inondation au-delà de Madagascar. La Banque africaine de développement indique que son programme ADRIFi, lancé en 2018, apporte une assistance technique et un soutien aux primes d'assurance à 16 pays africains, dont de nouveaux entrants comme les Comores et Djibouti, pour les aider à intégrer l'assurance paramétrique dans leurs stratégies de gestion des risques climatiques. Pour les îles, ce co-financement est déterminant compte tenu de marges budgétaires limitées et d'une exposition structurelle aux chocs.

### **Une pénétration assurantielle faible face au choc climatique**

Sur le plan macro-financier, la montée en puissance de ces schémas reste marginale par rapport à l'ampleur du risque : la pénétration de l'assurance reste inférieure à 2 % du PIB sur le continent et près de 90 % des pertes liées aux catastrophes naturelles n'étaient pas assurées en 2018. Les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) soulignent qu'en Afrique, la pénétration de l'assurance ne dépasse pas 2 % du PIB et qu'environ 90 % des pertes de catastrophes naturelles en 2018 n'étaient pas couvertes, ce qui entretient un important écart de protection. Cette réalité pèse particulièrement sur les finances publiques des petits États insulaires, souvent déjà proches du seuil de surendettement.

Pour ces juridictions, l'enjeu n'est donc pas seulement de rejoindre un pool existant, mais d'articuler l'assurance inondation avec la dette, la protection sociale et l'investissement dans les infrastructures résilientes. Les expériences pilotes, comme la solution de transfert de risque pour les inondations urbaines d'Accra mise en place avec des partenaires de développement et le secteur privé, illustrent la possibilité de schémas combinant assurance souveraine, assurance locale et filets sociaux ciblés. Un projet lancé en 2022 à Accra par des partenaires publics et privés a développé un produit d'assurance contre les inondations urbaines destiné à protéger les ménages vulnérables, montrant la faisabilité de solutions combinant transfert de risque et protection sociale au niveau local

## Monde arabe

### ARAB NEWS

#### Saudi insurers' H1 net profit rises %13 on stronger underwriting, investment income

02/09/2026

Saudi Arabia's listed insurers posted a 13 percent jump in aggregate net profit in the first quarter of 2026, as stronger underwriting and investment income lifted a sector recovering from a weak prior year.

Net profit attributable to shareholders rose to about SR1.5 billion (\$400 million) from SR1.3 billion a year earlier, Moody's Ratings said in a report. Insurance revenue across 24 listed companies increased about 14 percent to nearly SR38.5 billion, driven by continued growth in motor and medical insurance.

The improvement adds to signs of a recovery in Saudi Arabia's insurance market, with gross written premiums across the broader sector rising 10.7 percent to SR84.3 billion in 2025, according to the Insurance Authority.

Health and motor insurance accounted for almost 89 percent of total premium growth during the year, while the sector recorded net income of SR1.9 billion and an average solvency margin of 156.7 percent.

"Aggregate net profit attributable to shareholders rose by around 13 percent to around SR1.5 billion from SR1.3 billion in the first half of 2025, driven by improvement in both underwriting performance ... and investment income, which surged by around 17 percent," Moody's Ratings said in its sector profile.

#### Recovery broadens

The improvement was driven primarily by mid-sized and smaller insurers that narrowed losses or returned to profitability, while the five largest insurers reported broadly stable combined earnings of around SR1.6 billion, little changed from a year earlier.

Twelve of the 24 listed insurers reported higher net profit than in the year-earlier period, but nine continued to record losses, underscoring persistent pressure across parts of the market. Medgulf reported the strongest improvement among the top five, while Tawuniya's lower net profit offset earnings gains at the other four large insurers.

Outside the top five, the remaining 19 insurers reduced their combined net loss to around SR100 million from approximately SR300 million a year earlier, as several companies returned to profitability or significantly narrowed their losses.

Walaa Cooperative Insurance Co. posted the sector's biggest earnings turnaround, reporting a profit of around SR43 million in the first half of 2026 compared with a loss of around SR117 million a year earlier.

#### Market concentration

The five largest insurers by insurance revenue — Tawuniya, Bupa Arabia, Al Rajhi Co. for Cooperative Insurance, Medgulf and Wataniya — accounted for around 77 percent of sector insurance revenue as of June 30. Tawuniya and Bupa Arabia alone represented approximately 59 percent.

#### Investment boost

Aggregate investment income, excluding unit-linked investment results, increased 17 percent to SR1.4 billion from SR1.2 billion a year earlier. All five of the largest insurers reported year-on-year growth in investment income.

Performance was more mixed among smaller companies, with nine of the remaining 19 insurers reporting lower investment income than in the first half of 2025.

#### Capital pressures

Aggregate sector equity increased 7.4 percent to around SR28 billion as of June, from about SR26 billion a year earlier. The improvement was driven largely by large insurers through retained earnings, capital injections and balance-sheet expansion associated with mergers and consolidation activity. Several smaller insurers, by contrast, reported double-digit percentage declines in shareholders' equity, while some disclosed substantial uncertainties related to their ability to continue as a going concern, reflecting accumulated losses and solvency ratios below required levels.

Moody's said solvency pressures are likely to increase as the sector transitions to a risk-based capital and economic solvency framework from January 2027, reinforcing consolidation as a key medium-term theme for the Saudi insurance market.



## Insurance BUSINESS



### Hormuz war-risk rates face fresh pressure as Iran-US clashes resume

02/09/2026

**The June MOU has expired and hostilities have resumed, raising immediate questions for brokers placing Gulf cover**

The strait carries roughly 25% of global seaborne oil trade and about 20% of global liquefied natural gas (LNG) trade, according to the International Energy Agency. Any sustained disruption has direct consequences for energy prices, cargo flows, and the marine war risk market that underwrites them.

#### What the insurance market is pricing

Before the conflict began on February 28, hull war-risk rates for Hormuz transits stood at around 0.15% to 0.25% of vessel value.

Premiums surged to between 3% and 10%, according to Marcus Baker, global head of marine at Marsh. For a US\$150 million tanker, a 10% rate translates to a US\$15 million insurance bill for a single transit.

A June ceasefire brought a brief reprieve and premiums began retreating from their peaks. Neil Roberts, head of marine and aviation at the Lloyd's Market Association (LMA), noted a «softening» after the June MOU was signed, but said an «uptick» followed after three vessels were attacked in the first week of July. The renewed fighting reported by the BBC signals further pressure on a market that had not yet returned to stable conditions.

#### Aviation and political risk exposure

The BBC's reporting confirms explosions at or near Bahrain and missile barrages targeting Jordan's Aqaba, locations with major commercial aviation infrastructure. The March strikes triggered widespread airspace closures across the UAE, Qatar, Bahrain, and Kuwait, with Lockton citing thousands of flight cancellations. Aviation war-risk underwriters face renewed accumulation concerns across Gulf transit hubs if the current exchange prompts further airspace restrictions.

Political risk and trade credit underwriters face a separate reset. The expiry of the June MOU and the resumption of hostilities changes the disruption timeline for companies with Gulf exposure.

Before the conflict, an average of 178 ships transited the Strait of Hormuz daily. That figure fell by around 95% after hostilities began in February, according to reporting cited by Marsh. A sustained return to conflict conditions places that disruption risk back on underwriters assessing contingent business interruption and trade credit exposure across energy-dependent supply chains.

### Nepal: Reinsurers to absorb significant insured losses from flash floods, says AM Best

01/09/2026

**Insured losses are expected to be modest relative to economic losses with reinsurers expected to absorb a significant portion of the insured losses, says AM Best.**

The ratings agency expects insured exposure from damage in the catastrophic Nepal floods to be concentrated in a number of commercial risks, including hydropower generation assets, engineering and construction covers tied to infrastructure projects and commercial property along the impacted trade corridor.

In its commentary, "Nepal's Catastrophic Floods Pressure a Thinly Insured Market," AM Best states that overall insured losses are expected to be modest relative to economic losses, primarily because insurance penetration in Nepal remains among the lowest in Asia. Losses in commercial lines are likely to be more material for individual carriers and their reinsurance counterparties than for the market in aggregate, given the outsized sums insured typical of hydropower and infrastructure risks. Motor and marine cargo lines with exposure to cross-border trade disruption may also see moderate claims activity as the Gyirong crossing remains inoperable.

Insurers offering travel insurance covers with exposure to Nepal are also likely to see an uptick in claims tied to trip cancellations, curtailments, and emergency medical evacuations, given that the affected districts are popular tourist destinations.

AM Best senior director & head of analytics Victoria Ohorodnyk said that Nepal's non-life insurance market relies heavily on global reinsurance capacity to underwrite catastrophe risks, and so international reinsurers are expected to absorb a significant share of the overall insured losses. "However, claims development on hydropower and engineering risks warrants close monitoring over the coming quarters," she said.

## ReInsurance BUSINESS

### Reinsurance renewals set to soften further, Moody's warns

02/09/2026

Property catastrophe pricing keeps falling into 2027 renewals, but reinsurers are holding firm on attachment points and terms

Reinsurance renewals are on course for further softening at January 2027, with Moody's Ratings maintaining a stable outlook for the global sector despite property catastrophe prices falling more than 20% in the 18 months since 2024.

Speaking during a media briefing ahead of the Rendez-Vous de Septembre in Monte Carlo, Moody's analysts said reinsurers are expected to hold the line on attachment points and terms even as primary insurers push for better conditions.

For brokers heading into January negotiations, that means falling prices will only tell part of the story; the real contest this renewal season is over what reinsurers are willing to give back on terms, not just price.

Attachment points hold even as pricing softens Benjamin Serra, senior vice president in Moody's European insurance team, based in Paris, said the softening reflects reinsurers' financial strength rather than any loosening of underwriting standards. Reinsurers continue to «maintain underwriting discipline despite more pressure from ceding companies and despite the softening of the pricing cycle,» he said.

The pricing direction is also reflected in Marsh Re's live tracking of global reinsurance renewal pricing. The broker, formerly known as Guy Carpenter, has recorded double-digit declines in its property catastrophe rate index through 2026.

Antonello Aquino, managing director and global co-head of insurance at Moody's Ratings, based in London, said the findings draw on Moody's survey of 40 primary insurers carried out over the past two months. On the property side, a growing share of respondents expect price declines at the January 2027 renewal compared with last year's survey, a trend Serra said does not extend to casualty, where views are more mixed.

Serra said the discipline reinsurers showed after raising attachment points, the loss level from which cover begins to pay, in 2023 has largely held.

«For example, in the last three years, the level of cat losses was very high, but because of the increase in attachment points which occurred in '23, most of these losses were actually retained by primary insurance companies and were not ceded to reinsurance companies,» he said.

Data centres complicate the placement picture That negotiating dynamic is being tested by a new class of risk. Moody's identified data centres as a growing accumulation challenge that is already shaping how capacity gets placed, an exposure first examined in an earlier Moody's briefing on AI liability and data centre risk.

the sector represents «around \$3 trillion of investment» over what he described as roughly a five-year window, driven largely by AI infrastructure demand, and noted that major brokers have already launched dedicated data-centre marketplaces and centres of excellence to handle the placement side of that opportunity. The scale is hard to model conventionally.

«They require different techniques for modeling them on the property side, whether that be grids of points, campus coding approaches,» Nickerson said. «The 100-megawatt installations use as much electricity as 100,000 homes.»

Brandan Holmes, senior vice president in Moody's EMEA insurance team, based in London, questioned whether full-value cover even makes sense at this scale: «For a hyperscaler, \$20 billion facility, do you really need to provide insurance limit for the whole thing?»

For brokers, that's an open placement question as much as a modelling one. Aquino said insurers have been cautious about underwriting the risk not for lack of capital but because of concentration, leaving some data centres struggling to secure cover at all. The UK has already treated the exposure as strategically significant, designating data centres as critical national infrastructure in 2024.

#### More capital does not mean looser terms

Alternative capital offers brokers another lever, but not necessarily an easier one. Holmes said insurance-linked securities (ILS) capacity has «grown significantly,» citing outstanding volume of «\$145 billion» on Aon's estimates – an increase of more than \$50 billion in under five years.

Moody's also rated a German flood catastrophe bond, a type of insurance-linked security that transfers catastrophe risk to capital markets investors, this year under its revised methodology: Gothaer's Yardstick Re transaction received an investment-grade Baa2 rating and priced below 200 basis points, comparable with traditional reinsurance pricing.

**RISK & INSURANCE**

Affiliated with The Institutes

## CAT Bond Issuance Hits Record High As Reinsurance Capital Floods Market

**01/09/2026**

Abundant capital pushed reinsurance and insurance-linked securities pricing lower at mid-year renewals, according to AM Best. Total issuance in the 144A property catastrophe bond market climbed to \$17.3 billion in the first six months of 2026, breaking the prior first-half record, according to AM Best.

Second-quarter issuance alone reached \$11.3 billion, surpassing the previous quarterly record set in the second quarter of 2025 and exceeding the total annual issuance recorded in most years of the CAT bond market's history, AM Best said.

The surge reflects a broader dynamic in the reinsurance market: three consecutive years of strong returns have left capacity providers with more capital than they can prudently deploy, AM Best said, and the first half of 2026 brought the lowest level of insured catastrophe losses in five years, further swelling the capital base.

**Softer Pricing Across Reinsurance and ILS Markets**  
 Mid-year 2026 property catastrophe renewals were described by AM Best as orderly and increasingly favorable to reinsurance buyers, with capacity supply estimated to have exceeded demand by more than 25%.

Guy Carpenter's Global Property Catastrophe Rate-on-Line Index fell 16% year-to-date through July 1, 2026, and June 1 renewals centered on Florida saw risk-adjusted pricing decline 15% to 20%, extending broad rate decreases seen in 2025, according to the report. Terms and conditions remained largely stable, though AM Best noted early signs of softening, including wider availability of aggregate excess-of-loss and subsequent event coverage, as well as broader natural peril coverage.

Larger reinsurance buyers were able to use their market power to secure aggregate cover for frequency risk, while other cedents turned to parametric solutions to fill gaps, AM Best said.

The softening extended to the ILS market, where returns compressed even as they remained positive. The Swiss Re Global CAT Bond Index posted a 4.1% return for the first half of 2026, up from 2.8% in the same period of 2025, while the ILS Advisers

Index rose to 3.9% from 2.3%, according to AM Best. The improvement over 2025, when returns were dented by California wildfires, masks an underlying trend of spread tightening and lower collateral yields rather than a benign loss environment, AM Best said.

The weighted average spread on 144A CAT bonds fell 96 basis points even as weighted average expected loss rose 30 basis points compared with bonds issued in the first half of 2025, a divergence AM Best attributed to abundant investor capital and growing exposure.

**Capacity Keeps Expanding, Led by US Insurers**  
 Guy Carpenter and AM Best estimated ILS capacity at \$123 billion at year-end 2025, with continued growth projected through 2026. The outstanding size of the 144A CAT bond segment reached approximately \$64 billion by mid-year after new issuance exceeded the volume of maturing bonds, AM Best said.

Large nationwide U.S. primary insurers accounted for 28% of first-half 2026 issuance by sponsor type, with small- to medium-sized U.S. domestic insurers contributing 33%, according to AM Best's data. Florida takeout companies were cited as a growing source of demand, as Citizens Property Insurance Corp.'s policy count fell from more than 1.4 million at its September 2023 peak to below 300,000 by June 2026, shifting exposure to takeout carriers that have turned to the CAT bond market.

Eleven first-time CAT bond sponsors entered the market in the first half of 2026, up from nine in the first half of 2025, AM Best said.

Notable debut issuances included Integral Reinsurance Ltd.'s \$275 million Windrose Re Ltd. bond covering U.S. named storms, and first CAT bonds from the Kyrgyz Republic and Tajikistan Republic, each sponsoring \$80 million through the Asian Development Bank for earthquake and extreme precipitation risk.

Beyond CAT bonds, AM Best estimated the property and casualty sidecar market at \$17 billion to \$19 billion, collateralized reinsurance at \$37 billion to \$41 billion, and industry loss warranty capacity at \$3 billion to \$5 billion, with casualty sidecars identified as a segment poised for further growth.

## BUSINESS INSURANCE

### Abundant capacity expected to keep property reinsurance market soft

01/09/2026

**Reinsurance buyers will likely see continued price reductions and broader coverage at Jan. 1 renewals if the rest of the Atlantic hurricane season is relatively benign, as reinsurers enter negotiations with ample capital and strong profitability.**

Marsh Re, the renamed reinsurance brokerage arm of Marsh, and Gallagher Re, a unit of Arthur J. Gallagher & Co., issued reports Tuesday indicating continued softening through 2027. Guy Carpenter formally changed its name to Marsh Re on Tuesday.

North American property catastrophe business is expected to remain competitive, though cedents may use favorable conditions to seek lower attachment points and expanded coverage rather than maximize rate reductions, Marsh Re said.

"If there is a quiet wind season again ... there will be increased pressure, and we'll see similar themes to what we did (at Jan. 1) 2026," Richard Morgan, CEO of Marsh Re Bermuda and global specialties co-head of property, said during a briefing Tuesday.

U.S. property pricing for loss-free risk and catastrophe business fell by as much as 20% at Jan. 1 renewals and by as much as 25% at midyear renewals, according to Fitch Ratings. Loss-hit catastrophe accounts saw declines of as much as 5% at midyear.

Marsh Re said increased capacity pushed average risk-adjusted property reinsurance rate decreases into the high teens in 2026 renewals. Occurrence excess-of-loss pricing has returned to 2021 levels.

Despite the competitive market, attachment points remain "meaningfully higher" than in 2021 and 2022 and coverage remains narrower than before the sharp market hardening in 2023, Mr. Morgan said.

Aggregate covers have already made a significant comeback. Marsh Re said the aggregate excess-of-loss limit traded has increased by 50%, and nearly 40% of buyers now incorporate frequency protection into their excess-of-loss programs, compared with just over 25% two years ago.

### Capital increases

Gallagher Re said global dedicated reinsurance capital increased by 5% in the first half to a record \$688 billion. Traditional capital rose 4% to \$541 billion, while nonlife alternative capital increased 9% to \$147 billion.

It expects traditional capital to increase by 6% for the full year to \$549 billion, driven largely by retained earnings.

Gallagher Re's composite of large Bermudian and European reinsurers generated a 19.9% return on equity in the first half, and the broker raised its full-year ROE forecast to 16.5%–17.5%.

Gallagher Re estimated that reinsurers could absorb \$50 billion to \$75 billion in insured losses, in addition to normal second-half catastrophe losses, and still earn their cost of equity. Losses exceeding \$150 billion above normal catastrophe activity would be required to eliminate the recent buildup in capital.

Laurent Rousseau, CEO of global capital and advisory and Europe and India, the Middle East and Africa at Marsh Re, characterized the current environment as a "buyer's market."

"This is a positive environment to buy additional protection in, to position at the right point in the cycle and to support growth without sacrificing volatility management or capital adequacy," he said.

### Middle East losses

Geopolitical losses are creating exceptions, particularly in marine and war-related coverages.

Middle East war, terrorism, and political violence losses are expected to total about \$2 billion, compared with roughly \$2.5 billion in annual gross premium for the global market, Mr. Morgan said. That could result in the class recording losses that exceed premium for the first time since the Sept. 11, 2001, terrorist attacks, he said.

Marsh Re said pricing has tightened where Middle East losses are concentrated, but elsewhere the softening trend has generally paused rather than reversed. Capacity has not been withdrawn, while demand for war-on-land and broader political violence coverage has increased.